



Investir dans les populations rurales

Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

Séance de lancement
Rome, 12 février 2026

Synthèse de la présidente: Lancement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

Cote du document: IFAD14/Launch/INF.3/Rev.1

Date: 31 mars 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Åslaug Marie Haga

Présidente externe
courriel: aslaug.marie.haga@gmail.com

Ronald Hartman

Directeur
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: r.hartman@ifad.org

Raniya Sayed Khan

Responsable principale des partenariats, reconstitution
des ressources
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: raniya.khan@ifad.org

Charlotte Thumser

Analyste des partenariats, reconstitution des
ressources
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: c.thumser@ifad.org

Des informations complémentaires sur la reconstitution des ressources sont disponibles à l'adresse <http://www.ifad.org/fr/reconstitution-des-ressources>.

Synthèse de la présidente: Lancement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14) et la direction du FIDA se sont réunis à Rome, en modalité hybride, le 12 février 2026. L'objectif de la séance était d'examiner les orientations stratégiques pour FIDA14 et de convenir d'un programme de travail pour la consultation.
2. Une fois la session ouverte par Åslaug Marie Haga, présidente externe, le Président du FIDA a prononcé une déclaration dans laquelle il a rappelé que la Consultation sur FIDA14 était l'occasion de confirmer le FIDA dans sa voie, celle d'un mandat d'investissement dans les communautés rurales ancré dans des priorités alliant ambition et pragmatisme. Clara Kamlomo, fondatrice d'Amazing B Projects, s'est adressée à la consultation en tant qu'intervenante invitée et a parlé de son expérience en tant que participante au pôle d'entrepreneuriat agricole du FIDA au Malawi.
3. Les délégués ont salué la présence d'autres institutions financières internationales et de l'Union européenne, qui participeraient en tant qu'observateurs sans droit de parole pendant toute la durée de la consultation.
4. Au cours de la session, Son Excellence Keda Ballah, Ministre de la production et de la transformation agricole de la République du Tchad, a pris la parole et annoncé une contribution de 500 000 USD au titre de FIDA14.
5. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

A. Orientations stratégiques pour FIDA14

6. La direction a présenté les principaux éléments du document relatif aux orientations stratégiques pour FIDA14. Les délégués, qui ont favorablement accueilli la présentation, ont observé que FIDA14 survenait à un moment où de nombreux États membres faisaient face à des pressions internes et externes – notamment des contraintes budgétaires, une dette croissante, une pauvreté rurale persistante, l'insécurité alimentaire, les chocs climatiques, l'instabilité et la fragmentation géopolitique. Dans ce contexte, de nombreux délégués se sont dits favorables à un FIDA14 ambitieux mais pragmatique, et ont souligné que les ambitions du FIDA devaient être étroitement encadrées par les États membres pour que les objectifs fixés soient réalistes et réalisables.
7. Les membres se sont félicités de constater que ce cycle se situait dans la continuité des précédents, ce qui signalait clairement que FIDA14 reposerait sur des éléments factuels et sur les leçons de l'expérience, et viserait à affiner le modèle opérationnel et financier en vigueur et non à donner un nouveau cap à l'institution.
8. Les membres ont exprimé leur soutien au thème principal: « Investir dans les populations rurales: œuvrer pour la sécurité alimentaire, la croissance économique et la stabilité ». Ils étaient favorables aussi aux trois piliers proposés, à savoir les marchés, l'emploi rural et la résilience, et à l'importance du secteur privé et de l'innovation comme instruments du développement et d'un impact durable.
9. En ce qui concerne les marchés, plusieurs membres ont souligné l'importance de renforcer la production agricole tenant compte de la nutrition et de consolider les filières locales en aval et en amont, tout en accordant une attention suffisante au raccordement des zones rurales aux marchés régionaux et mondiaux.

10. Concernant l'emploi rural, les délégués ont salué l'accent accru mis sur la création d'emplois, l'entrepreneuriat et les perspectives de moyens d'existence, en particulier pour les jeunes et les femmes. Ils ont reconnu l'intérêt de l'approche par pôles d'entrepreneuriat agricole du FIDA au niveau des pays et indiqué que ce travail méritait d'être poursuivi dans le cadre de FIDA14.
11. En ce qui concerne la résilience, la plupart des membres ont souligné la nécessité de continuer à investir dans la résilience climatique et à soutenir les petits exploitants dans l'adoption de pratiques agricoles durables et résilientes au climat, préservant notamment la productivité et les moyens d'existence ruraux malgré les fluctuations des régimes de précipitations, la dégradation des sols et autres chocs climatiques. De nombreux délégués ont également exprimé des préoccupations quant à la très faible part des financements climatiques qui atteignent les petits producteurs et ont souligné qu'ils attendaient de FIDA14 une amélioration notable, notamment par les contributions additionnelles de base pour le climat, le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne et les fonds climatiques verticaux, de l'accès des communautés rurales au financement de l'adaptation. Par ailleurs, plusieurs membres se sont dits favorables à ce que le FIDA apporte son aide dans les situations de fragilité ou de conflit par des investissements à long terme et un renforcement de la résilience, sans outrepasser son mandat fondamental de développement.
12. Les membres ont exprimé leur soutien à la collaboration et aux investissements du FIDA aux côtés du secteur privé, dont ils ont reconnu le caractère indispensable, l'enjeu étant de faire en sorte que la petite agriculture soit matière à investissement. Dans ce contexte, certains délégués ont souligné l'importance d'un appétit approprié pour le risque et d'un accès au financement pour les acteurs locaux du secteur privé. Il a été question du portefeuille non souverain du FIDA, grâce auquel accroître la collaboration et l'investissement aux côtés du secteur privé.
13. Plusieurs membres ont relevé que l'innovation, la technologie et la desserte numérique étaient des outils incontournables pour promouvoir l'échelle et la durabilité. De plus, les membres considéraient ces domaines comme prometteurs pour renforcer les partenariats avec le secteur privé, tant au niveau national qu'international.
14. Les membres se sont dits très attachés à ce que le FIDA continue d'intervenir en contexte de fragilité, mais sans perdre de vue son avantage comparatif, c'est-à-dire en visant les facteurs de la fragilité sans interférer dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix.
15. Les membres ont reconnu la bonne performance du FIDA en matière d'autonomisation des femmes et d'inclusion sociale, avec des activités axées sur les jeunes et les peuples autochtones, et ont encouragé la direction à renforcer davantage l'impact dans ces domaines. Au cours du débat, les délégués ont souligné comme un impératif la fidélité du FIDA à son mandat, à la fois essentiel et circonscrit, dont l'essence était clairement d'atteindre les populations rurales pauvres et leurs communautés, et d'améliorer les moyens d'existence des petits producteurs. Les membres ont également salué le modèle du FIDA, axé sur le pays, et son fort alignement sur les priorités au niveau national. Parallèlement, le renforcement des capacités nationales dans le contexte de la durabilité à long terme était considéré comme un domaine à potentiel d'amélioration.
16. Les délégués savaient que les ressources de base conditionnaient la capacité du FIDA à se concentrer sur les populations les plus pauvres des pays les plus pauvres et à faire pleinement jouer l'effet multiplicateur. Le FIDA devait en outre relever d'un cran ses ambitions en matière de cofinancement, notamment pour ce qui est des ressources nationales, et étoffer son rôle d'assembleur de financements. Dans ce contexte, les membres ont réitéré la nécessité de continuer à orienter les

ressources de base vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, en mettant l'accent sur l'Afrique, les petits États insulaires en développement et les contextes de fragilité. Plusieurs membres ont également évoqué l'universalité du FIDA et la collaboration avec les pays à revenu intermédiaire, y compris ceux de la tranche supérieure, et certains ont insisté sur la nécessité de mener des activités stratégiques et différenciées dans ces contextes, notamment dans le cadre de modalités d'investissement catalytiques et innovantes, d'échanges de connaissances, de la participation à l'élaboration des politiques et de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

17. Les membres ont également souligné la nécessité de tisser des partenariats stratégiques exploitant la complémentarité entre institutions du système multilatéral, de façon à tirer parti de l'avantage comparatif de chacune. Les délégués ont encouragé le FIDA à dialoguer avec d'autres institutions financières internationales, des institutions de financement du développement, des banques multilatérales de développement, les organismes ayant leur siège à Rome et plus généralement dans le système des Nations Unies, y compris dans le cadre d'ONU80.

B. Sessions et programme de travail pour FIDA14

18. Concernant le plan de travail, la direction a informé les délégués qu'une réunion officielle avait été programmée pour le 2 avril, et que la première session se tiendrait les 7 et 8 mai, au siège du FIDA, à Rome.
19. Un membre a posé une question à propos du calendrier selon lequel le taux de change de référence était fixé pour les reconstitutions des ressources du FIDA. La direction a indiqué que cette question serait examinée plus en détail par les équipes techniques concernées.
20. Les délégués ont approuvé le plan de travail global, et noté les clarifications fournies par la direction en réponse aux préoccupations soulevées. Le travail sur ce point se poursuivrait en ligne.

C. Déclaration finale

21. La présidente de la consultation a résumé les principaux points saillants des discussions, avant d'indiquer les prochaines étapes. Elle a remercié les États membres, les interprètes et le personnel du FIDA d'avoir contribué au succès de la session de lancement de FIDA14.